

## **Boycott du CSA-L convoqué en urgence – Refus de siéger face à un désengagement manifeste**

Monsieur le Président,

Les organisations syndicales UNSA Douane, CFDT-G, Solidaires Douanes et USD-FO ont décidé de boycotter le CSA local convoqué en urgence en cette fin de mois de juillet.

Ce boycott est un acte fort de protestation, motivé par l'indignation partagée face à la situation dramatique dans laquelle se trouve aujourd'hui la direction régionale des douanes de Guadeloupe.

Alors que le Président de l'instance détient les chiffres d'effectifs depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, pourquoi ce CSA-L est-il organisé à la hâte, à un moment où la plupart des agents sont en congés, réduisant de fait l'écho syndical et le débat contradictoire ?

15 agents en moins. Plus de 5 % de nos effectifs rayés. Cette coupe est brutale, violente, et dénuée de toute anticipation ou de justification solide.

**Cette annonce est d'autant plus incompréhensible que les effectifs de la DI/DR de Martinique se voit renforcées de 14 emplois. Qui paye ? Qui s'est servi sur le dos de la bête ? Eh bien nous avons bien compris nous représentants de la CFDT-G, de l'UNSA , d'USD-FO et de SOLIDAIRES.**

C'est bien la DR de Guadeloupe qui est sacrifiée car ces emplois ont bien été retranchés de l'effectif de notre circonscription.

Et pourtant, tout était joué d'avance. Joué de nous, représentants du personnel, qui découvrent un état de fait sans avoir été consultés. Joué des agents, sommés de faire toujours plus avec moins. Et surtout joué des citoyens, premières victimes de ce désengagement : contrôles allégés, surveillance réduite, protection amoindrie.

235 agents aujourd'hui pour une direction placée au cœur de toutes les menaces : lutte contre les stupéfiants et les armes, contrôle des flux, gestion des missions CCRF, sécurité sanitaire, fiscalité indirecte.

Et quelle réponse de l'administration ? Le silence. L'inertie. Le retrait.

Cette baisse n'est pas qu'un chiffre. Elle est le symptôme d'un abandon, celui d'un territoire ultra-marin, confronté à des enjeux spécifiques et stratégiques, mais géré comme un rouage périphérique.

Nous refusons de siéger pour valider ce mépris. Nous refusons de faire croire qu'un semblant de dialogue social subsiste, alors que les décisions sont déjà prises, dans un entre-soi déconnecté du terrain et de réalités actuelles.

Notre boycott est un cri d'alerte. Et si l'administration refuse de l'entendre, elle devra en assumer les conséquences : sur la qualité du service public, sur la sécurité des citoyens, sur la cohésion sociale de ce territoire déjà fragilisé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations respectueuses.

**Les représentants de l'UNSA Douane – CFDT-G – Solidaires Douanes – USD-FO.**

